



Association pour
le développement
de l'éducation en Afrique (ADEA)



BANQUE MONDIALE



Ministère
de l'Éducation de Base
Mali

Communiqué de presse

Une nouvelle impulsion pour lever les obstacles financiers à l'éducation pour tous

Bamako, 15 juin 2007 – La capitale du Mali va abriter, du 19 au 22 juin, une conférence internationale sur « *l'abolition des frais scolaires : planifier la qualité et la pérennité financière* » qu'organisent l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), l'UNICEF et la Banque mondiale, en coopération avec le ministère malien de l'Éducation nationale.

Les délégations nationales des 23 pays suivants, dont 18 africains, y prendront part : le Bangladesh, le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée, Haïti, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, le Malawi, le Mali, le Mozambique, la Papouasie Nouvelle-Guinée, la République démocratique du Congo, le Sénégal, la Sierra Leone, le Sri Lanka, la Tanzanie, le Togo, le Yémen et la Zambie. A ces délégués se joindront des experts et décideurs représentant des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, des institutions du système des Nations unies, des agences de coopération au développement, des fondations, des institutions financières, de recherche et de formation, des organisations de la société civile.

Au total, plus de 150 participants vont engager des échanges approfondis qui aboutiront à des recommandations sur les défis de la double planification, d'une part, de la qualité satisfaisante de l'éducation et, d'autre part, de la pérennité de son financement qu'impose l'abolition des frais scolaires, dont l'initiative a été lancée en 2005 par l'UNICEF et la Banque mondiale comme modalité d'accélération de la scolarisation.

La conférence se déroulera en deux parties. Les 19 et 20 juin seront consacrés aux aspects techniques à partir d'un tour d'horizon de l'abolition dans le monde à la lumière des expériences et des enjeux. A cet égard, il est à signaler que les huit pays africains suivants ont une expérience en matière de processus d'abolition des frais scolaires : l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la Tanzanie et la Zambie.

Aux exposés et discussions en plénière succéderont des travaux en groupes qui porteront sur des questions aussi précises et diverses que la construction et la réhabilitation des salles de classe, l'achat et la distribution de manuels et autres matériels scolaires, l'autonomisation des écoles grâce aux subventions proportionnelles aux effectifs, les programmes d'incitation et d'exemption, l'abolition des frais scolaires et l'enseignement secondaire, les écoles communautaires et l'offre publique/privée d'éducation.

Les pays qui ont récemment aboli ou qui sont en train de planifier l'abolition (Bénin, Burundi, République démocratique du Congo, Sierra Leone et Yémen) prêteront une attention particulière aux étapes franchies par certains comme autant de points de repère et de référence pour la mise au point de leurs mécanismes opérationnels. Il en sera de même des huit pays suivants intéressés par la planification et l'introduction de l'abolition : le Burkina Faso, la Guinée Haïti, le Libéria, le Mali, la Papouasie Nouvelle-Guinée, le Sénégal et le Togo.

Le Bangladesh et le Sri Lanka ont des préoccupations spécifiques. En effet, même s'ils ont atteint



Association pour
le développement
de l'éducation en Afrique (ADEA)



BANQUE MONDIALE



Ministère
de l'Éducation de Base
Mali

des taux globaux élevés de scolarisation, ces deux pays sont à la recherche des meilleures voies pour atteindre le noyau dur des exclus vivant dans des poches de grande pauvreté.

Les débats des experts se traduiront donc en recommandations et messages importants qui alimenteront la réflexion des délégations nationales dans l'élaboration de politiques et de stratégies de mise en œuvre susceptibles de garantir une qualité satisfaisante et un financement durable dans les processus d'abolition des frais scolaires.

Ces propositions plus concrètes des délégations nationales constitueront le menu de la réunion politique que tiendront les 21 et 22 juin les décideurs ou leurs représentants. A cet égard, la participation des ministres des Finances aux côtés de leurs collègues de l'Éducation a été vivement encouragée. La question décisive de l'engagement national et du soutien aux pays, qu'il faut également planifier, offrira l'occasion d'insister sur la nécessité du dialogue politique pour construire et renforcer les partenariats. La conférence devrait s'achever sur une vision plus claire des perspectives d'avancement dans les pays et au niveau international afin de donner une nouvelle impulsion aux efforts déployés pour lever notamment les obstacles financiers à l'éducation pour tous.

Bamako, 15 juin 2007

Pour plus d'informations, consultez le site Web de l'ADEA : www.ADEAnet.org ou contactez :

- **Thanh-Hoa Desruelles**, Responsable communication et publications, ADEA

A Paris : +33(0) 145 03 77 69

A Bamako : +223 330 21 31

th.desruelles@iiep.unesco.org

- **Alcinou Da Costa**, Consultant ADEA chargé des relations avec la presse

A Paris : +33(0) 1 49 80 34 82

A Bamako : +223 347 65 11

alcinou@wanadoo.fr